

L'ancien mercenaire Bob Denard est rentré en France

Mercenaire impliqué dans toutes les aventures africaines de ces trente dernières années, M. Robert Denard a débarqué, lundi matin 1^{er} février, à l'aéroport de Roissy-Charles-De-Gaulle, en provenance d'Afrique du Sud. Interpellé à sa descente d'avion par la police de l'air et des frontières (PAF), il s'est vu signifier un mandat d'arrêt délivré le 16 octobre 1991 à Paris à l'issue de sa condamnation pour « association de malfaiteurs » par défaut pour son rôle dans la tentative de coup d'Etat perpétrée en janvier 1977 au Bénin, ainsi qu'un mandat d'arrêt international pour « association de malfaiteurs et vol aggravé » délivré le 16 juillet 1991 par M^{me} Chantal Perdrix, juge d'instruction à Paris, à propos cette fois de son rôle dans l'assassinat du président comorien Ahmed Abdallah, renversé le 26 novembre 1989 dans des circonstances sanglantes. M. Denard a aussitôt été transféré au palais de justice de Paris.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Il y a encore quelques jours, à Luanda, un haut responsable du gouvernement angolais expliquait les succès de la rébellion de M. Jonas Savimbi par la présence à ses côtés de mercenaires conduits par Bob Denard. Au même moment, à trois mille kilomètres de là, ce dernier mettait, à Pretoria, la dernière main à ses préparatifs de retour. On ne prête qu'aux riches et en matière d'activités mercenaires Robert Denard, alias colonel Bob Denard, alias Gilbert Bourgeaud, alias Saïd Mustapha Mahdjou, l'a été, peut-on dire, immensément.

Fils d'adjudant de la coloniale, Bob Denard avait commencé sa carrière, en 1945, à l'âge de seize ans, par un engagement dans la marine nationale. Après une période de formation à l'école des mousses de Saint-Mandrier (Var), le voilà fusilier marin en Indochine, alors que la France s'enlise dans une guerre qu'elle finira par perdre en 1954. Deux ans auparavant, Bob Denard, démobilisé, a intégré la police chérifienne comme gardien de la paix. Pour l'heure, il règle la circulation à Casablanca.

Echec au Bénin

Mais très vite il est affecté à des tâches moins pacifiques. La situation marocaine est, en effet, tendue. La France y « protège » un royaume dont les habitants, roi en tête, rêvent d'indépendance. Des bombes explosent et la police crée une brigade anti-terroriste où est versé Bob Denard. Selon une méthode qui sera bientôt réutilisée en Algérie, il s'agit moins d'arrêter les « terroristes » que de les éliminer.

Après l'indépendance marocaine et un bref séjour en Algérie, le retour à Paris est calamiteux. Bob

Denard y fréquente les activistes de l'Algérie française, anciens compagnons de l'OAS ou membres des groupuscules d'extrême-droite. Il les retrouvera plus tard dans toutes ses aventures, mercenaires en Afrique, appariteurs musclés de l'après-mai 68 ou hommes de main pour campagnes électorales. « En 1960, explique-t-il, j'ai lu dans un journal un article sur le Katanga où Moïse Tschombé venait de faire sécession de l'ex-Congo belge devenu indépendant. J'y suis parti sur un coup de tête. C'était mon côté marin. C'est l'abbé Fulbert Youlou, à l'époque président du Congo-Brazzaville, qui m'a fait délivrer un passeport diplomatique pour rejoindre Tschombé ».

C'est le départ d'une nouvelle carrière. Denard combat pour Tschombé contre Mobutu, pour Mobutu contre l'armée zaïroise rebelle, contre Mobutu à nouveau aux côtés des Katangais. On le croise au Yémen, où il prête main forte à l'imam El Badr qui affronte une révolution soutenue par Nasser, au Biafra où il soutient la sécession d'Ojukvu contre le gouvernement de Lagos, au Gabon où il réorganise la garde présidentielle du président Bongo, en Angola où il assiste l'Unita de Jonas Savimbi dans sa lutte contre le corps expéditionnaire cubain. Le roi Hassan II le contacte pour libérer les ministres libyens du roi Idriss séquestrés par un jeune colonel qui monte, Omar Khadafi. L'opération sera annulée à la dernière minute. Entre-temps, l'ancien sous-officier de la marine nationale est devenu colonel, élément essentiel d'un jeu politique africain où la France n'entend pas agir avec les moyens officiels de l'Etat.

Le 16 janvier 1977, le colonel Bob Denard débarque au Bénin (ex-Dahomey) à la tête de quelques dizaines de mercenaires. Il s'agit de renverser, avec le soutien du Maroc, du Gabon et de la France, le président Mathieu Kérékou et de remettre en selle le docteur Zimzou.

L'affaire échoue, le commando se replie au Gabon, laissant derrière lui huit morts - dont deux mercenaires - et une cinquantaine de blessés. Cotonou en appelle à l'ONU et poursuit Denard devant les tribunaux français. Le 16 octobre 1991, après des années de procédure, la 14^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris le condamne par défaut à cinq ans d'emprisonnement, pour association de malfaiteurs.

La mort du président comorien Abdallah

Au même moment, Denard est tombé sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour ses activités aux Comores. En 1975, il avait été engagé par Ali Soilih qui, quelques jours après l'indépendance du pays, venait d'évincer du pouvoir le président Ahmed Abdallah. Trois ans plus tard, ce dernier l'embauche pour monter le coup inverse. L'opération réussit et Bob Denard est nommé chef de la garde

présidentielle. Durant onze ans, il sera, à la tête des forces armées comoriennes, le véritable numéro deux du régime. Mais, le 26 novembre 1989, l'opposition s'insurge et attaque le palais présidentiel. Dans la confusion, le président Abdallah est tué. « C'est l'un de ses gardes du corps qui l'a abattu, par erreur », explique Denard qui, réfugié en Afrique du Sud, et accusé par la famille de la victime d'avoir tué son ancien patron, doit faire face à de nouvelles poursuites. *Quel intérêt aurais-je eu à le tuer? Je faisais ce que je voulais.*

S'il rentre à Paris, malgré la prison qui l'attend et la perspective sinon d'une condamnation, du moins celle d'un nouveau procès, c'est, dit-il, « pour régulariser une situation judiciaire qui m'empêche de gagner ma vie. Depuis trois ans que je suis en Afrique du Sud, mes économies ont fondu ». A soixante-trois ans, plus question de louer ses services à ceux qui pouvaient le lui payer, rois ou présidents africains, services spéciaux ou gouvernements occidentaux. L'homme a vieilli et les séquelles de ses nombreuses blessures le font souffrir. Surtout, l'Afrique n'est plus l'enjeu de cet affrontement entre l'Est et l'Ouest qui lui permettait de vivre. Plus que de mode, « chiens de guerre » et autres « affreux » sont passés de saison.

GEORGES MARION